



## Commune mixte de Courroux

### ASSEMBLEE COMMUNALE EXTRAORDINAIRE

#### Procès-verbal

<b>Date :</b>	Lundi 31 août 2020 - 20h00.
<b>Lieu :</b>	Halle de gymnastique Général-Guisan - 2822 Courroux.
<b>Convocation :</b>	Par publication au JO n° 28 du 13 août 2020, avec avis dans les lanternes publiques, envoi d'un tout-ménage à la population et sur le site web communal.
<b>Présidence :</b>	M. Philippe Lander, président en exercice.
<b>Secrétaire :</b>	Mme Sandrine Imbriani, secrétaire communale.
<b>Excusé-e :</b>	-
<b>Scrutateurs :</b>	Mme Jocelyne Mérat Diop et M. Denis Paratte
<b>Ayants droit :</b>	2488
<b>Participants :</b>	61
<b>Majorité absolue :</b>	31

#### OUVERTURE

M. le Président souhaite la bienvenue aux participants à cette Assemblée communale extraordinaire, convoquée par avis au Journal officiel n° 28 du 13 août 2020 et propose l'ordre du jour ci-après :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de l'assemblée communale du 15 juin 2020.
2. Décider d'un investissement de Fr. 100'000.00, à financer par le fonds des déchets, pour la réalisation d'une place de compostage sur la partie Sud de la parcelle n° 2770, jouxtant la déchetterie communale.
3. Décider d'un investissement de Fr. 110'000.00, à financer par le fonds des eaux, pour le renouvellement informatique du système de contrôle à distance du réseau d'eau potable.
4. Décider d'un investissement de Fr. 175'000.00, à financer avec les liquidités courantes, pour la réfection de la place de jeux de Courcelon.
5. Décider de l'ouverture d'un crédit de construction de Fr. 210'000.00, pour la réfection du Domaine du Violat et la construction d'une fourragère.
6. Décider de la suite à donner au projet de réorganisation communale, après présentation des résultats des sondages MIS-Trend, sur le thème Conseil général VS Assemblée communale.
7. Informations diverses du Conseil communal.
8. Divers.

M. le Président salue également M. Thierry Bédât, journaliste au Quotidien Jurassien et Lorena Hasanaj, apprentie à l'administration, qui ne disposent pas du droit de vote. Ces personnes ont pris place à l'écart des ayants droit.

M. le Président mentionne, à l'intention de l'assistance, qu'avec la publication de l'ordre du jour, les dossiers relatifs aux différents points ont été déposés au secrétariat communal où ils pouvaient être consultés.

L'ordre du jour n'est pas amendé et ne subit aucune modification.



## Capacité de l'Assemblée

La présence d'aucune personne n'est contestée et les scrutateurs dénombrent **61** ayants droit présents. Sur la base de ces indications, confirmées par l'agent de sécurité locale, M. le Président fixe la majorité absolue à **31** voix et déclare l'assemblée constituée valablement.

Le Président ouvre ensuite les délibérations, à savoir :

### 1. Lecture et approbation du procès-verbal de l'Assemblée communale du 15 juin 2020.

**Rapporteur** : Sandrine Imbriani, secrétaire communale.

Le procès-verbal de l'Assemblée communale du 15 juin 2020 a été déposé publiquement au secrétariat communal et mis en ligne sur le site internet de la Commune. Ces dispositions et celles de l'art. 28 ROA nous autorisent à en donner lecture d'un résumé, sur la base duquel l'assemblée se prononce au sujet de son contenu.

Après avoir pris connaissance de ce texte, les personnes présentes n'ont pas de question, ni de remarque à formuler. Le procès-verbal est ainsi accepté tacitement, avec remerciements à son auteure. M. le Président rappelle que le PV complet est en tout temps disponible sur le site internet de la commune ou au bureau communal.

La parole est ensuite donnée à Philippe Membrez, pour un **préambule de M. le Maire à l'assemblée du jour** :

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Avant toute chose, bonsoir à tous et vous dire que c'est un peu particulier pour les Autorités communales de s'exprimer ce soir en assemblée communale, alors que de coutume c'est dans un contexte bien différent que nous nous adressons à vous au cours des 3 journées de festivités dans le cadre de notre renommée fête du village.

Maigre consolation, la météo ayant été défaillante ce week-end, les regrets sont peut-être quelque peu atténués.

Cela étant dit, après avoir consenti un crédit de Fr. 1'300'000.- pour la réfection du centre de Courcelon aujourd'hui terminée, une autre dépense importante de Fr. 2'500'000 pour la réfection de l'école de Bellevie, qui s'achèvera cet automne, et d'avoir plébiscité en juillet dernier les Fr. 2'950'000.- nécessaires pour le réaménagement de la traversée de Courroux, certains citoyens pourraient être inquiets pour l'état des finances communales en voyant l'Exécutif venir ce soir solliciter 4 montants représentant près de Fr. 600'000.-.

L'inquiétude pourrait les conduire à se demander si ces 4 projets sont véritablement nécessaires et opportuns dans une période qui s'annonce plus délicate sur le plan financier et si, malgré les garanties avancées par le Conseil communal sur les précédentes dépenses, le taux d'imposition communal ne va, cette fois, connaître l'ascenseur avec ces nouveaux engagements.

Ces interrogations peuvent être légitimes et méritent une clarification de la part de l'Exécutif.

Oui, Mesdames et Messieurs, ces investissements sont nécessaires et ne sont en aucun cas une lubie de ceux qui vous administrent. Ils ne sont, en fait, que la concrétisation de certains éléments de notre plan de législation.

D'autre part, le moment n'est pas mal choisi. En effet, la traversée du village impactera fortement nos dépenses en 2021 et 2022. Il est donc judicieux, par exemple, d'anticiper d'une année la réfection du jardin d'enfants de Courcelon, qui clôturera le réaménagement de l'ensemble de nos espaces publics de détente sur le territoire communal. D'autre part, la réalisation d'une place de compostage sur la parcelle jouxtant notre déchetterie communale ainsi que le





renouvellement du système informatique de notre réseau d'eau ne font que répondre à notre souci de maintien et d'amélioration de la qualité de nos infrastructures.

Enfin, le changement de locataire et la réorientation de l'activité au domaine du Violat, nous impose une adaptation des installations. Pour vous rassurer, je tiens à préciser que ces 4 investissements seront financés, soit par les liquidités courantes, soit par les fonds communaux à disposition. Sauf situation d'urgence véritablement imprévue, il n'est pas dans notre optique de recourir à l'emprunt.

De plus, fidèle à notre engagement, il n'est pas question de modifier la quotité d'impôt communal du fait de ces engagements financiers supplémentaires. Je pense qu'il n'était pas inutile de vous donner ces quelques précisions avant de vous déterminer sur ces 4 objets. Je ne peux donc que vous encourager à soutenir les sollicitations de mes collègues du Conseil communal, répondant aux engagements de notre plan de législature et renforçant ainsi le slogan communal Courroux-Courcelon un grand éclat de vie. Merci d'avance de votre confiance et de votre soutien.

## **2. Décider d'un investissement de Fr. 100'000.00, à financer par le fonds des déchets, pour la réalisation d'une place de compostage sur la partie Sud de la parcelle n° 2770, jouxtant la déchetterie communale.**

**Rapporteur :** Yves-Alain Fleury, conseiller communal en charge des Travaux Publics

Notre déchetterie fonctionne depuis quelques années à satisfaction, avec un arrivage qui permet d'aiguiller les utilisateurs, de contrôler le remplissage des bennes, ainsi que de faire respecter l'ordre. Vous avez pu constater que depuis un certain temps, Covid-19 aidant, un filtre a été installé par le biais d'un feu rouge, qui permet de ne pas avoir trop de personnes simultanément à la déchetterie. Ayant constaté l'efficacité de cette solution, il a été décidé de conserver ce feu pour la suite.

Le traitement des déchets verts, au sein de la déchetterie communale, a pris de l'ampleur au cours des dernières années. Afin d'optimiser ce type de recyclage, la commune entend réaliser une place de compostage sur la partie Sud de la parcelle n° 2770, jouxtant la déchetterie. Nous vous proposons de réaliser une place étanche avec un revêtement bitumineux sur toute la surface (29m x 49m), complétée d'un dépotoir à jus et d'un déshuileur, qui permettront de respecter les normes pour un tel type de place.

Si nous souhaitons utiliser cette place pour traiter du compost, nous devons récupérer tous les jus et les traiter, avant de les envoyer vers la canalisation. Cette nouvelle zone permettra de traiter les déchets verts amenés à la déchetterie par les citoyens (env. 40%), ainsi que les déchets verts des clients de notre prestataire de services (env. 60%), l'entreprise Mathis Sàrl, qui gère la déchetterie. Afin de permettre aux utilisateurs de la déchetterie de pouvoir déposer leurs déchets verts correctement, un nouveau bac en liaison directe avec la place de compostage sera réalisé avec des blocs en béton.

L'investissement que nous souhaitons réaliser sera soumis à une location à notre prestataire de services, ce qui permettra de couvrir les frais d'amortissements, les intérêts, et rentabiliser cette place, qui n'est actuellement pas valorisée. Elle est actuellement utilisée pour des moutons avec une toute petite location. En réalisant cette infrastructure, nous pourrions rentabiliser mieux cette parcelle, avec une location adaptée, tant pour la commune que pour le prestataire de services. L'entreprise Mathis Sàrl souhaite construire à ses frais, une palissade d'une hauteur de 1,8 m, sur les côtés Ouest et Sud de la parcelle, ainsi qu'un couvert pour entreposer le compost à l'abri des intempéries, afin que l'eau ne gêne pas la maturation. L'entreprise Mathis Sàrl souhaite réaliser ces constructions, qui seront soumises à un permis de construire. La charpente du couvert pourra être réalisée avec du matériel de récupération, l'entreprise Mathis Sàrl ayant pu récupérer des poutres de l'ancienne patinoire de Porrentruy.





Si le contrat avec l'entreprise Mathis Sàrl devait s'arrêter, la commune pourra racheter les infrastructures ou demander à l'entreprise de les récupérer ou les détruire.

La Commission des Travaux Publics et le Conseil communal vous recommandent d'accepter ce crédit, qui sera couvert par le fonds des déchets et qui est composé comme suit :

Terrassements	Fr. 7'500.00
Dépotoir à jus, déshuileur	Fr. 9'500.00
Aménagements extérieurs	Fr. 58'500.00
Mur en blocs de béton	Fr. 12'500.00
Divers et imprévus	Fr. 4'850.00
Total HT	Fr. 92'850.00
<b>Total (TTC)</b>	<b>Fr. 100'000.00</b>

**Entrée en matière** : acceptée.

#### **Discussion :**

**M. Jean-Claude Jeannin** demande ce qu'il advient des Molok®, dont l'implantation était prévue dans l'enceinte de la déchetterie. Yves-Alain Fleury indique qu'effectivement, des Molok® sont prévus à gauche de l'entrée de la déchetterie. Cette zone n'apparaît pas sur le plan projeté. La demande de permis de construire relative aux Molok® sera déposée prochainement. Il précise que le déshuileur et le récupérateur de jus seront enterrés. Les points mentionnés sur le plan présenté sont schématiques.

**Décision** : M. le Président constate que la proposition du Conseil communal n'est ni amendée, ni combattue et déclare que l'investissement de Fr. 100'000.00, à financer par le fonds des déchets, pour la réalisation d'une place de compostage sur la partie Sud de la parcelle n° 2770, jouxtant la déchetterie communale est validé par l'assemblée. Il en requiert l'inscription au procès-verbal, conformément aux dispositions de l'art. 24, al. 3 ROA.

### **3. Décider d'un investissement de Fr. 110'000.00, à financer par le fonds des eaux, pour le renouvellement informatique du système de contrôle à distance du réseau d'eau potable.**

**Rapporteur** : Yves-Alain Fleury, conseiller en charge des Travaux Publics.

Lors de la réfection et du doublement de nos réservoirs, ainsi que de la pose de la conduite à la montagne (qui conduit l'eau par pompage à Pierreberg et Vadry), qui ont été réalisés en 2003, nos infrastructures ont été automatisées. Les pompes peuvent être commandées depuis le local de la voirie. Un automate permet d'enclencher les pompes, si nous avons besoin d'eau dans certains réservoirs. Tout ce système automatique datant de 2003, il est aujourd'hui obsolète. Ce système permet également les appels sur le système de piquet de la voirie communale, en cas de fuite d'eau ou d'autres problèmes dans les réservoirs. Nous vous proposons donc de renouveler ce système en posant de nouveaux boîtiers de télécommande Ethernet, en changeant le tableau de contrôle, le câblage, les schémas électriques et les automates. A la voirie, un nouvel écran de contrôle sera installé à la centrale de commandes. Une nouvelle programmation sera également élaborée. 3 offres ont été demandées pour ce mandat et sont actuellement en cours d'étude.

Le détail des coûts est présenté :

Réservoir La Fontaine	Fr. 8'000.00
Réservoir La Groisière	Fr. 9'000.00
Station de pompage Dos-les-Fosses	Fr. 20'000.00
Réservoir les Nesserts	Fr. 9'000.00





Réservoir le Bambois	Fr. 10'000.00
Salle de commande	Fr. 26'000.00
Engineering et mise en service	Fr. 15'000.00
Divers et imprévus	Fr. 5'000.00
Total HT	Fr. 102'000.00
<b>Total (TTC)</b>	<b>Fr. 110'000.00</b>

Ce projet, soutenu par la Commission des Travaux Publics et le Conseil communal, sera financé par le fonds des eaux.

**Entrée en matière** : acceptée.

**Discussion :**

**M. Patrick Crélin** aimerait savoir à quel taux nous sommes autonomes, en matière d'eau potable, avec nos réservoirs et nos stations de pompage. Et quels impacts sont à prévoir à l'avenir avec l'augmentation de la population. Yves-Alain Fleury indique que nous consommons entre 600 et 1'000 m3 d'eau par jour, selon la saison. Depuis 3 ans, nos sources et nos stations ne suffisent plus à couvrir notre consommation. La conduite d'eau de secours, nous reliant au réseau de Courrendlin, est donc régulièrement utilisée. Le PGA (Plan Général d'Alimentation en eau) est actuellement en cours de réalisation. Ce PGA mettra en lumière nos points faibles et les possibilités d'amélioration (réalimentation de la nappe, liaison sur le réseau de Delémont, autre...). Lors des vacances d'été, il a été demandé à la population d'utiliser l'eau avec parcimonie, afin d'éviter des restrictions plus conséquentes, car nos sources et la Scheulte étaient très basses. Yves-Alain Fleury remercie la population qui a fait attention à ne pas utiliser l'eau à tout va durant cette période.

**Décision** : M. le Président constate que la proposition du Conseil communal n'est ni amendée, ni combattue et déclare que l'investissement de Fr. 110'000.00, à financer par le fonds des eaux, pour le renouvellement informatique du système de contrôle à distance du réseau d'eau potable est validé par l'assemblée. Il en requiert l'inscription au procès-verbal, conformément aux dispositions de l'art. 24, al. 3 ROA.

**4. Décider d'un investissement de Fr. 175'000.00, à financer avec les liquidités courantes, pour la réfection de la place de jeux de Courcelon.**

**Rapporteur** : Sandrine Fleury, conseillère en charge de la Vie Locale.

La réfection la place de jeux de Courcelon est la concrétisation d'une mesure du plan de législature 2018-2022, établi par le Conseil communal et présenté en Assemblée communale le 10 décembre 2018.

Après la réfection des places de jeux des écoles Général-Guisan et Bellevie, ainsi que du jardin d'enfants de Courroux, la dernière qu'il reste à réaliser est celle de Courcelon.

En effet, les jeux sont désuets et ne respectent plus les normes de sécurité en vigueur. Afin de remédier à cette problématique, et ainsi finaliser la réfection de l'ensemble de nos espaces de détente communaux, il est proposé de rénover complètement la place de jeux et d'y installer de nouvelles infrastructures.

A l'écran, vous pouvez voir quelques plans qui illustrent bien les nouveaux jeux qui seront installés. Il est à noter que le terrain de jeux sera également refait, par la pose d'une petite couche bitumineuse sur l'existant, et que des nouveaux buts, qui font également offices de paniers de basket, seront posés.

Les jeux sont destinés aux enfants, des plus petits au plus grands et ce, en adéquation avec l'âge des enfants qui fréquentent l'école de Courcelon.



Ainsi donc, nous demandons à l'assemblée de donner son aval pour cet investissement de Fr. 175'000.00, qui sera financé avec les liquidités courantes.

- Jeux, engins, sols souples EPDM	Fr. 104'300.00
- Génie civil	Fr. 32'500.00
- Place de jeux en dur de l'école	Fr. 20'600.00
- Barrière, mobilier urbain	Fr. 9'000.00
- Travaux divers	Fr. 3'600.00
- Divers et imprévus	Fr. 5'000.00
- <b>Total (TTC)</b>	<b>Fr. 175'000.00</b>

**Entrée en matière** : acceptée.

#### **Discussion :**

**Mme Roseline Crétin** ne conteste pas la rénovation, mais trouve le montant de Fr. 175'000.- très cher. Sandrine Fleury indique qu'au départ, seul le changement des jeux et des sols en tartan était prévu. Cependant, la place ayant été abîmée par les racines des peupliers, la réfection de la place s'est avérée nécessaire, afin d'éviter les tacons. La réfection du bitume se monte à Fr. 30'000.-. Philippe Membrez informe que la place de jeux de Bellevie a coûté Fr. 225'000.- et celle de l'école Général-Guisan plus de Fr. 200'000.-. Le Conseil communal a donc trouvé opportun de rester modestement dans les mêmes tranches de prix. De plus, les normes de sécurité concernant les points de chutes pour ce genre d'installations ont un coût.

Mme Roseline Crétin n'a pas de contre-proposition, elle fait confiance au Conseil, mais trouve cette dépense onéreuse.

**M. Simon Coste** demande si ce projet sera soumis au marché public et si les travaux seront donnés à des entreprises communales. Sandrine Fleury indique que ce projet ne sera pas soumis au marché public, car il n'atteint pas le montant requis. Nous n'avons pas d'entreprise locale spécialisée dans les infrastructures de jeux. Pour la partie génie civil, nous travaillons en priorité avec les entreprises de la place, après comparaison avec les offres de la concurrence. Philippe Membrez complète en informant que pour les 3 réalisations précédentes, les Autorités ont été très satisfaites de l'entreprise spécialisée, dont l'enseigne n'est pas située dans la région. Le Conseil communal a donc sollicité cette entreprise pour le présent projet, tout en s'intéressant à d'autres maisons. Notre interlocuteur s'avère être efficace et le plus intéressant au niveau des tarifs. Philippe Membrez précise que le Conseil communal essaie de donner la priorité aux commerces locaux ou régionaux.

**Décision** : M. le Président constate que la proposition du Conseil communal n'est ni amendée, ni combattue et déclare que l'investissement de Fr. 175'000.00, à financer avec les liquidités courantes, pour la réfection de la place de jeux de Courcelon est validé par l'assemblée. Il en requiert l'inscription au procès-verbal, conformément aux dispositions de l'art. 24, al. 3 ROA.

#### **5. Décider de l'ouverture d'un crédit de construction de Fr. 210'000.00, pour la réfection du Domaine du Violat et la construction d'une fourragère.**

**Rapporteur** : Thomas Stettler, conseiller en charge de la Bourgeoisie.

Lors de la recherche d'un nouvel exploitant pour la ferme-restaurant du Violat, une ferme volonté s'est dégagée au niveau des Autorités, de retrouver une unité sur le domaine, avec une même exploitant pour la ferme et le restaurant. Une gestion avec 2 partenaires s'étant avérée compliquée par le passé. A la recherche de postulants, les Autorités se sont rendu compte que la spécialisation du domaine pour la détention de chevaux uniquement (réalisée il y a plus de





10 ans) handicapait fortement la recherche de candidats. Il a alors été décidé d'ouvrir la possibilité d'exploiter le restaurant et la détention bovins, afin de rendre les postulations plus accessibles. Des candidats ont été nommés pour exploiter la totalité du domaine, mais nous devons dès lors, réaliser les transformations nécessaires à la détention de bovins. La fosse à purin actuelle étant à l'air libre, elle a le désavantage de recueillir énormément d'eau. De ce fait, il est proposé de construire une fourragère entre les bâtiments existants, au-dessus de la fosse à purin. Les animaux pourront ainsi venir manger à l'abri et profiter de l'ancien bâtiment et de celui réalisé il y a quelques années pour se coucher. De plus, la réfection du plancher du pont de grange, actuellement dangereux, s'avère nécessaire. Cette réfection garantira l'utilisation et l'entretien du bâtiment principal. Elle permettra à l'exploitant de ranger ses machines. Il est proposé un crédit global pour la remise aux normes du domaine.

Thomas Stettler présente le détail des travaux prévus et les plans. La présentation détaillée est jointe au présent PV.

- Aménagement d'une fourragère sur la fosse	Fr. 156'000.00
- Sécurisation du pont de grange	Fr. 20'000.00
- Divers et imprévus	Fr. 34'000.00
- <b>Total (TTC)</b>	<b>Fr. 210'000.00</b>

Le montant réservé pour les divers et imprévus est important, car il inclut les frais d'ingénieur, qui sont pour l'heure estimés. De plus, vu l'âge du bâtiment, nous ne sommes pas à l'abri d'autres surprises au moment des travaux. Le Conseil communal et la Commission bourgeoise ont donné un préavis favorable à ce projet. **Lors de sa séance du 29.06.2020**, l'Assemblée bourgeoise a validé à l'unanimité l'ouverture de ce crédit.

**Entrée en matière** : acceptée.

#### **Discussion :**

**M. Marc Chappuis** demande si l'Assemblée communale a les compétences pour se prononcer sur un investissement pour un bien qui appartient à la bourgeoisie. Thomas Stettler indique que selon le ROA, le crédit doit être validé par les 2 assemblées (bourgeoise et communale), ce qui a d'ailleurs retardé le dépôt de la demande de permis de construire. La réalisation des travaux avant la période hivernale sera donc un challenge, au vu des délais.

M. Chappuis demande si la dette sera imputée à bourgeoisie. Thomas Stettler confirme qu'évidemment, les dépenses relatives au domaine du Violat seront comptabilisées dans les comptes de la bourgeoisie. Il précise que la nouvelle estimation réalisée par la FRI (Fédération Rurale Interjurassienne) a permis d'augmenter le prix de location, ce qui financera les investissements réalisés à long terme. M. Chappuis demande le prix de location du domaine. Thomas Stettler indique ne pas savoir s'il est habilité à divulguer cette information. M. Chappuis demande qui est le nouveau tenancier. Arnaud Fleury se lève, pour se présenter à l'assistance.

**M. Patrick Crétin** se réjouit que le Violat ait trouvé un nouvel exploitant, mais s'inquiète d'un futur nouveau changement de locataire et d'éventuels nouveaux travaux, pour réadapter le domaine à l'élevage chevalin, à la fin du bail actuel. Il demande si le bailleur ne pourrait pas prendre une partie des travaux à sa charge. Thomas Stettler indique que la détention de chevaux reste possible, car des boxes seront conservés dans l'ancien bâtiment. De plus, le nouvel aménagement prévu est flexible et il s'agit d'un investissement utile au plus grand nombre. Il répète que l'adaptation de la location permet de financer cet investissement. En cas d'investissement par le bailleur, le montant de la location devrait être revu à la baisse.





**Décision :** M. le Président constate que la proposition du Conseil communal n'est ni amendée, ni combattue et déclare que l'ouverture d'un crédit de construction de Fr. 210'000.00, pour la réfection du Domaine du Violat et la construction d'une fourragère est validée par l'assemblée. Il en requiert l'inscription au procès-verbal, conformément aux dispositions de l'art. 24, al. 3 ROA.

**6. Décider de la suite à donner au projet de réorganisation communale, après présentation des résultats des sondages MIS-Trend, sur le thème Conseil général VS Assemblée communale.**

**Rapporteur :** Philippe Membrez, maire.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Il n'est certainement pas inutile de vous rappeler que ce projet de réorganisation communale a débuté en 2016 déjà. Nous avons, à l'époque, proposé une réflexion en 3 étapes. Lors de la première étape, la réflexion s'était concentrée sur l'Exécutif communal et les Commissions communales. Dans cette optique, les partis politiques avaient été consultés et un groupe de travail d'une quinzaine de personnes mis sur pied. L'assemblée communale de mars 2017 avait alors pris connaissance du contenu de la réflexion ; et celle de mai de la même année, validé les propositions de modifications de notre règlement d'organisation communal. Je vous rappelle ici, les conclusions de cette première étape de réorganisation :

- Maintien du statut de milice du Conseil communal
- Pas de diminution du nombre de conseillers communaux
- Adaptation de l'indemnisation des membres de l'Exécutif et des commissions communales.
- Diminution de 1/3 des commissions communales permanentes
- Maintien d'une représentation politique dans les commissions permanentes
- Mise sur pied de 3 commissions spéciales apolitiques
- Réorganisation des commissions au niveau de la présidence (conseiller) et du secrétariat (administration)
- Augmentation des compétences du Conseil communal (Fr. 75'000.-) et de l'Assemblée communale (Fr. 1'000'000.-)
- Harmonisation de la durée des mandats, limités dorénavant à 3 périodes.

Ces modifications sont entrées en vigueur avec la nouvelle législature au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous avons convenu, alors, d'une période d'observation d'une année pour connaître les premiers enseignements avant de se lancer dans la deuxième phase de réorganisation. Les retours étant plutôt positifs, nous nous sommes, dès le printemps 2019, attelés à la deuxième étape, qui concerne l'appareil législatif. Devons-nous maintenir l'Assemblée communale ou instaurer un Conseil général ? C'est tout d'abord le Conseil communal, qui a mené les premières réflexions dans la première partie de l'année 2019. Puis, en septembre 2019, ces réflexions ont été partagées avec les partis politiques et les membres des commissions communales. Dans le dernier trimestre de l'année dernière, les partis politiques ont eu tout loisir de se positionner, au travers d'un questionnaire qui leur a été adressé.

Au début de cette année, nous nous sommes attachés les services d'un institut spécialisé en la matière, pour mener une consultation auprès du corps électoral. C'est ainsi qu'à fin février, l'ensemble des électrices et électeurs a reçu personnellement un questionnaire. Les résultats de cette enquête nous sont parvenus début mai. Le Conseil communal, entre mai et juin, a ainsi pu tirer les enseignements des deux consultations menées auprès des partis politiques et des ayants droit. Nous avons ensuite invité, début juillet, les partis politiques et les membres des commissions communales à prendre connaissance des résultats et des conclusions que le Conseil communal





tirait de cette démarche. Au cours de cette rencontre, nous avons également pu partager certaines réactions, réflexions et commentaires qui nous permettent aujourd'hui de livrer à l'assemblée communale le résultat d'une démarche on ne peut plus démocratique, nous semble-t-il. Rassurez-vous, il n'est pas dans mon intention ce soir de vous faire part des résultats dans tous les détails. Ce serait bien trop long et fastidieux. Je me contenterai de partager avec vous quelques éléments essentiels. Pour les plus curieux, vous avez tout loisir de consulter sur notre site internet, une synthèse de ces consultations.

Philippe Membrez présente ensuite les différents graphiques relatifs aux sondages réalisés en les commentant comme suit :

En préambule aux résultats chiffrés, quelques généralités concernant les consultations. Concernant l'enquête menée auprès des partis politiques, il est à relever que toutes les tendances politiques se sont exprimées dans le délai imparti ce qui est à souligner. Pour ce qui est du sondage réalisé auprès des ayants droit, 2479 questionnaires ont été distribués. 618 sont revenus en retour, ce qui représente un taux de participation de 25%, considéré par l'institut spécialisé comme tout à fait honorable tenant compte de la situation de cette année et qui permet de garantir une fiabilité des résultats avec une marge d'erreur relativement faible.

Il est également intéressant de comparer la structure d'âge de notre électoral avec la participation à la consultation. On constate que ce sont les plus de 65 ans, qui ont été les plus nombreux à répondre, tandis qu'à l'inverse, les moins de 30 ans ont été les moins nombreux. Il faut encore préciser, que compte tenu de la disparité au niveau de la participation, les chiffres ont été pondérés, ceci afin de garantir la fiabilité des résultats.

Au niveau des résultats proprement dit, nous pouvons sans autre avancer que les résultats de la consultation des partis politiques sont sans équivoque et que les tendances sont manifestes au niveau des ayants droit tout en relevant un avis général plus nuancé que dans les formations politiques.

### **Efficience assemblée communale**

Une très large majorité des personnes ayant répondu à la consultation, puisqu'ils sont quelque 73 %, estime que l'efficience de l'assemblée communale est soit satisfaisante, bonne, voire même excellente. Seuls 11 % des participants ne sont que peu satisfaits voire pas satisfaits. A noter tout de même qu'un nombre non négligeable (16 %) ne se prononce pas, ce qui peut démontrer une certaine méconnaissance dans la population du fonctionnement de notre appareil législatif actuel. Si l'on s'intéresse plus en détail aux réponses fournies, nous pouvons définir que les plus de 65 ans, celles et ceux qui participent régulièrement aux assemblées et les personnes qui sont actives dans la vie communale sont les plus convaincus de l'efficience d'une assemblée communale. Alors que les moins de 30 ans, celles et ceux qui ne participe pas aux assemblées, ni à la vie communale sont celles et ceux qui émettent le plus de réserves avec les partisans de l'instauration d'un Conseil général. Au niveau des partis politiques, mis à part le PS qui est peu convaincu, toutes les autres formations politiques estiment l'efficience de l'assemblée communale bonne à excellente.

### **Arguments favorables ou défavorables au Conseil général**

Si l'on soumet aux partis politiques un certain nombre d'arguments plaidant en faveur d'un Conseil général, on remarque que le PS se positionne clairement en faveur de ces arguments. Il est rejoint de manière plus modérée par les Verts. A l'inverse, mis à part le PCSI, qui estime que le traitement des dossiers pourrait être plus professionnel avec un conseil général, tous les autres arguments ne récoltent que peu de soutien, voire pas de soutien du tout, de la part des autres formations.

Si l'on s'intéresse à présent aux arguments plutôt défavorables, on remarque que le PS se retrouve





seul à contester partiellement ces arguments, les Verts rejoignant sur cet aspect les autres partis dans une certaine mesure. A noter qu'au niveau du PS, on admet que l'instauration d'un Conseil général pourrait rendre le traitement des dossiers plus politisés. Reste à savoir si cela est un avantage ou pas. Je vous laisse juge quant à cette appréciation.

Si l'on soumet également différents arguments aux citoyens, on constate que les arguments favorables au Conseil général ont du mal à atteindre la barre des 50 %, puisque seul l'argument de discussions plus nourries avec un Conseil général dépasse de très peu cette barre de 50 % d'avis favorables ou plutôt favorables. On peut relever aussi, que la profitabilité d'un coût supplémentaire avec l'instauration d'un Conseil général ne récolte que peu de soutien.

Sur l'autre tableau des arguments, qui sont eux plutôt favorables à l'Assemblée communale, on se rend vite compte que la quasi-totalité des arguments reçoit l'aval de la majorité des participants au sondage, certains frôlant, voire dépassant, les 60 %. Seul l'argument de la remise en cause du statut de milice du Conseil communal ne semble pas convaincre la majorité. Une question intéressante soumise aux électrices et électeurs, était de savoir quel pourrait être leur intérêt à être candidat à un conseil général. Vous pouvez aisément constater que l'engouement n'est pas de mise, puisque plus de 75 % des sondés n'envisagent pas de se porter candidat. De plus s'il n'est pas étonnant de constater que très peu de personnes de plus de 65 ans serait tenté de se mettre en liste, dans les autres tranches d'âge l'intérêt ne semble pas manifeste étant donné qu'il n'atteint même pas les 30 %.

Pour conforter la problématique du recrutement, même chez les partisans d'un Conseil général, seul 1/3 serait disposé à répondre favorablement à une candidature. Il n'est pas inintéressant non plus de s'arrêter sur la problématique de l'étiquette politique, comme étant un frein à un engagement communal. De façon assez surprenante, le résultat du sondage montre qu'une majorité ne pense pas que l'étiquette politique soit un frein, contrairement à ce qui est perçu par les partis politiques lorsqu'ils sollicitent de potentiels candidats lors des élections communales par exemple.

A la question générale de savoir si l'on est pour ou contre l'instauration d'un Conseil général, le clivage entre les formations politiques est sans appel, puisque seul le PS semble convaincu de la chose rejoint partiellement par les Verts, alors que les autres formations politiques ne veulent pas en entendre parler. Du côté des électrices et électeurs, la position est sensiblement plus nuancée. Si seulement 11% plaident pour un Conseil général et 27 % sont plutôt favorables à la chose, de l'autre côté de l'échiquier, 30 % sont convaincus que ce n'est pas une option et un peu plus de 20% sont plutôt défavorables à l'instauration d'un Conseil général, 11 % ne se prononçant pas sur la question.

Pour l'institut de sondage, l'écart, entre les convaincus par un Conseil général et les convaincus de l'Assemblée communale, apparaît beaucoup trop important pour que, si d'aventure une votation devait avoir lieu sur la question à court ou moyen terme, un résultat positif sorte des urnes en faveur de l'instauration d'un Conseil général. Par contre, il serait judicieux d'étudier certaines pistes, pour rendre le fonctionnement actuel de l'Assemblée communale plus attrayant. On voit que certaines propositions rencontrent un certain succès. Le Conseil communal ne manquera d'ailleurs pas de se pencher attentivement sur ces idées. Avant d'en arriver à la conclusion et la proposition du Conseil communal, je ne résiste pas au plaisir de vous soumettre encore 2 graphiques.

Dans le cadre des 2 consultations qui ont été menées, nous nous sommes intéressés à connaître l'avis des partis politiques et de nos concitoyens sur le fonctionnement de l'administration communale d'une part, et le fonctionnement du Conseil communal d'autre part. Les résultats





sont pour le moins flatteurs pour notre administration communale dont l'efficacité est pour le moins convaincante, tant auprès des partis politiques que des citoyens. Comme vous le constatez, l'ensemble des partis politiques sont d'avis que le fonctionnement de notre administration est bon, voire même excellent pour la majeure partie d'entre eux. Du côté des citoyens, plus des 77 % l'estiment bon, voire excellent. Un peu moins de 20 % l'estime satisfaisant, alors que seul 3 % pense qu'il est peu satisfaisant ou mauvais. Un tel plébiscite doit résonner comme un encouragement pour notre personnel à poursuivre son activité sur le chemin tracé et je ne peux que m'en féliciter, mais surtout d'adresser toute ma gratitude à toutes celles et ceux qui travaillent à votre service tout au long de l'année. Même si le résultat global n'est pas aussi brillant pour l'Exécutif, ce qui n'est pas étonnant en soi, puisque plus soumis à la critique, il n'en demeure pas moins que partis politiques et citoyens saluent dans son ensemble, l'action de leur Exécutif, le vert dominant là aussi très largement. Seuls 5 % des sondés estiment que l'action de l'Exécutif de Courroux ne correspond pas à leurs attentes. J'ose espérer qu'il ne soit pas trop présomptueux de ma part d'affirmer à cette tribune que la population estime avoir confiance en son administration et ses Autorités, ce qui nous conduit à poursuivre notre mission avec motivation et persévérance.

En finalité de ce processus de réflexion, le Conseil communal vous propose donc une conclusion sous forme d'une proposition en 4 points :

- **Ne pas poursuivre la démarche de la 2<sup>ème</sup> phase de la réorganisation communale**
- **Maintenir l'Assemblée communale comme organe législatif**
- **Étudier les améliorations possibles et judicieuses pour le renforcement du fonctionnement de l'Assemblée communale**
- **Entamer la 3<sup>ème</sup> phase de la réorganisation communale**

**Entrée en matière** : acceptée.

#### **Discussion :**

**M. Simon Coste** nouvel habitant et adepte des statistiques fait part de sa lecture différente des résultats à l'Assemblée. L'Assemblée de ce soir représente 2,8 % des ayants droit. Ce pourcentage n'est pas très représentatif de l'ensemble de la population, selon lui. Il note 80 personnes de différence entre les personnes pour ou contre un Conseil général. Il estime à 130 personnes, le nombre de candidats potentiels pour intégrer un Conseil général. Il est interpellé par le chiffre de 1'800 personnes (soit env. 75 %) des habitants, qui ne s'intéressent pas à la manière dont ils peuvent intervenir en politique dans la commune. La défense des intérêts de chacun à travers des élus paraît plus optimale à M. Coste, qui souligne que le Conseil communal actuel est très actif et très reconnu, ce qui est formidable. Cependant, la question reste ouverte lors des futures législatures. Les décisions en Assemblée peuvent être faussées, si des mobilisations sont créées. Il souligne le risque de la non-représentativité des intérêts de chacun dans un tel cas. M. Coste propose de continuer la phase 2 avec une campagne de sensibilisation aux avantages d'un Conseil général et à la promotion de sa création à Courroux.

**M. Marc Chappuis** félicite le Conseil communal pour avoir pris les devants et réalisé cette étude. Il partage à 100 % les conclusions du Conseil communal et rappelle à M. Coste que l'Assemblée communale est ouverte à tout le monde et permet à chacun de s'exprimer directement auprès des élus. M. Chappuis remercie le Conseil communal pour son immense travail.

**Décision** : M. le Président constate qu'au vote :

La proposition de M. Coste de poursuivre la phase 2 récolte **1 voix**.

La proposition du Conseil communal recueille **47 voix**.

Abstentions : 6.





La proposition du Conseil communal de :

- Ne pas poursuivre la démarche de la 2<sup>ème</sup> phase de la réorganisation communale
- Maintenir l'Assemblée communale comme organe législatif
- Étudier les améliorations possibles et judicieuses pour le renforcement du fonctionnement de l'Assemblée communale
- Entamer la 3<sup>ème</sup> phase de la réorganisation communale

est donc **validée par l'assemblée**. Il en requiert l'inscription au procès-verbal, conformément aux dispositions du ROA.

## **7. Informations diverses du Conseil communal.**

### **Thomas Stettler – Bourgeoisie et Forêts :**

Une coupe de bois a été réalisée ce printemps au Chemin de Pierreberg, pour des mesures de protection, en raison de bois dépérissant. Cette coupe a eu pour effet de diminuer les zones d'ombre sur ce tronçon. Au début de l'été, la chaleur a fait fondre le revêtement, qui s'est enroulé autour des pneus d'un camion empruntant cette voie. Le bitume a été fortement dégradé et des travaux d'urgence ont été entrepris. Cette portion de route sera entièrement refaite depuis le contour, jusqu'à la cabane de la Rochatte. Le chantier a débuté aujourd'hui.

### **Roberto Segalla – Action sociale :**

La rentrée d'août 2020 au sein de la Maison de l'Enfance a été effectuée dans le respect des mesures sanitaires édictées par l'OFSP. Les informations en lien avec la transmission de la Covid-19 changent rapidement. Une réactivité des collaborateurs-trices est donc primordiale. Une collaboratrice a été placée en quarantaine suite à son retour d'un pays à risques. A noter que l'autodéclaration est obligatoire, sous peine d'une amende pouvant aller jusqu'à Fr. 10'000.-. Les parents des enfants ne peuvent pas entrer dans l'institution et sont accueillis dans un sas. Pour les enfants qui viennent pour la 1<sup>ère</sup> fois et qui débutent leur fréquentation de notre structure, les parents peuvent entrer avec masque et toutes les autres mesures d'hygiène, pour que les enfants ne soient dépaysés et paniqués.

Le groupe « Bébés » a énormément de demandes en cette rentrée, ce qui est réjouissant ; alors que les autres groupes voient une légère baisse de fréquentation.

En tant qu'entreprise formatrice, la Maison de l'Enfance accueille 2 pré-apprentis, 1 stagiaire probatoire et 3 apprentis. Deux éducatrices suivent des formations complémentaires, soit une formation de praticienne formatrice (responsable des apprentis) et une formation en programmation neurolinguistique.

La mise en place d'une nouvelle approche dans la structure, par la mise en place de la pédagogie High Scope est en cours. Les bouchées doubles seront mises, afin de rattraper le retard de cette mise en place, provoqué par la Covid-19.

### **Raphaël Ciocchi – Ecoles :**

Rentrée des classes : au niveau de la structure, la rentrée en 15 classes s'est effectuée, comme annoncé en juin dernier. 261 élèves fréquentent nos écoles :

- Ecole Général-Guisan : 140 élèves / 8 classes
- Ecole Bellevie : 84 élèves / 5 classes
- Ecole Courcelon : 37 élèves / 2 classes

Ces élèves sont encadrés par 23 enseignants et 2 enseignants d'appuis, le tout dirigé par M. Jérôme Cotting.

L'augmentation des classes 1P-2P est réjouissante, une 4<sup>ème</sup> classe a été ouverte.

Le but des Autorités est d'assurer des conditions d'enseignement de qualité.

La rentrée s'est faite, comme à la Maison de l'Enfance, dans le respect des mesures sanitaires édictées par l'OFSP et le respect du plan de protection rédigé par le Service de l'enseignement. La distance de 1,5m est respectée entre les adultes et les enfants, et entre adultes. Si cette





distance ne peut pas être respectée, le port du masque est obligatoire pour l'ensemble des adultes présents (enseignants, concierges, parents, visiteurs). Raphaël remercie les enseignants pour leur implication durant la période Covid-19. Les enseignants ont aujourd'hui plaisir à retrouver des classes entières en face d'eux. Les élèves ayant mal vécu la période de travail à distance ont pu être identifiés et le rattrapage des lacunes est en cours. Sur un parcours de 11 années scolaire, s'il n'y a pas de seconde vague de la pandémie, nous pouvons être confiants au niveau de la qualité d'enseignement des écoles jurassiennes, pour assurer un parcours serein à nos enfants. Les mesures sont efficaces et aucun cas Covid-19 n'est à signaler dans les écoles jurassiennes depuis la rentrée. M. Lanz, médecin cantonal, a interdit toutes les activités parascolaires jusqu'aux vacances d'automne.

Travaux de l'Ecole Bellevie : il y a 3 ans, le corps électoral avait validé massivement un crédit de 2,5 millions de francs pour la rénovation de l'Ecole Bellevie, avec amélioration de l'efficacité énergétique et rendre plus polyvalent le 2<sup>ème</sup> étage. La quasi-totalité des travaux a été réalisée durant les périodes de vacances scolaires, ce qui fut un grand défi. Nous arrivons à bout touchant, il reste uniquement à réaliser les sols en résine et la rénovation de l'escalier. Ces travaux seront réalisés durant les vacances d'automne. Le crédit sera respecté et l'enveloppe ne sera pas dépassée. Sur l'ensemble entreprises qui ont travaillé sur ce chantier (30), 27 sont de la région, dont 11 du village. 3 entreprises de l'extérieur ont été mandatées, notamment pour les travaux relatifs à l'amiante, l'ascenseur et l'équipement scénique. Des photographies seront présentées lors de la prochaine assemblée communale.

#### **Yves-Alain Fleury – Travaux publics :**

Traversée de Courroux : Le Conseil communal tient à remercier la population pour l'acceptation massive (88%) de l'ouverture de ce crédit, lors du scrutin communal du 12.07.20. Il s'agit d'un signe fort et positif pour le Parlement, qui doit se positionner sur ce crédit pour la part de l'Etat. Nous espérons que ce point sera à l'ordre du jour de la session de fin septembre du Parlement jurassien. Si tout se passe bien, la réalisation du 1<sup>er</sup> lot – Bassin de rétention au secteur Boquerie, pourra débuter.

Problèmes d'eau : déjà mentionnés au point 3 de l'ordre du jour.

#### **8. Divers.**

**Jocelyne Mérat Diop** demande si une journée portes-ouvertes est prévue à la fin des travaux de rénovation de l'Ecole Bellevie. Philippe Membrez indique qu'évidemment, le Conseil communal fera le maximum pour marquer cet événement. Il espère que nous pourrions profiter de conditions normales pour pouvoir organiser une manifestation à cette occasion. Il souligne que la halle est désormais méconnaissable. Il se réjouit de la qualité des travaux réalisés.

La parole n'étant plus demandée, **Philippe Lander** clôt formellement l'Assemblée communale à 21h40.

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Le Président :

Philippe Lander

La Secrétaire :

Sandrine Imbriani

